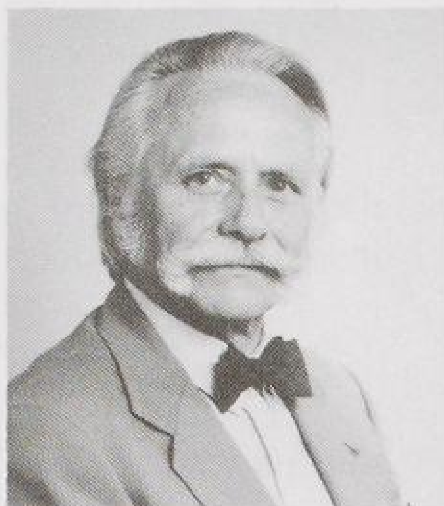


LEGISLATIVES MARS 93
PREMIERE CIRCONSCRIPTION DE LA SOMME

Pierre FRIGUL
candidat indépendant

veut avec vous

1) RÉTABLIR L'HONNÊTETÉ ET LA MORALE POLITIQUE

2) LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

par la réduction du temps de travail.

Le partage du temps de travail devient aujourd'hui une nécessité économique. Il doit aboutir à un temps de travail égal pour tous (hommes et femmes) et doit dégager un temps qui permette aux personnes, aux ménages, aux communautés une activité de loisirs, une activité culturelle, une activité familiale plus accomplie, un épanouissement de chacun. Une politique du temps de travail oblige à redéfinir les formes d'emploi pour lutter contre le travail précaire, pour donner des garanties d'emploi de longue durée.

*** sans perte de salaire :**

Il s'agira de verser aux salariés :
- un salaire direct qui baissera en même temps que baissera la durée du temps de travail,
- un salaire indirect sous forme de chèque pour compléter la baisse des revenus, due à la diminution du temps de travail.

*** sans charges sociales supplémentaires :**

Ce chèque sera fiscalement neutre, c'est-à-dire exonéré des charges sociales aussi bien pour l'employeur que pour le salarié. Des incitations fiscales seront prises pour l'employeur favorisant l'embauche.

*** financée par l'entraide nationale.**

100 000 chômeurs coûtent 8 milliards à la collectivité, toutes charges confondues. 100 000 chômeurs mis au travail ne coûtent plus que 3 milliards. Il suffit donc de trouver 90 milliards pour remettre 3 millions de chômeurs au travail, dans la perspective de la réduction du temps de travail.

Quelques exemples :
- 1% d'économie sur le budget de l'Etat entraîne 15 milliards de recettes. Les placements en SICAV monétaires s'élèvent à 1000 milliards de francs.

Tout salarié possède un compte bancaire improductif. Il faut exiger des banques la rémunération des comptes bancaires par un intérêt. Une partie des intérêts produits sera prélevée et servira à financer le chèque complémentaire, comblant la baisse des revenus.
- Redistribution des taxes touchant les consommations qui nuisent à l'environnement et à la santé (carburant, alcool, tabac, pollution industrielle ...
- Prélèvements sur les spéculations boursières
- Prélèvements spécifiques sur les jeux d'argent
- Taxes sur les publicités abusives ...

3) ASSURER UNE PROMOTION SOCIALE À CHACUN

*** par le travail**

afin que chacun ait droit à sa dignité et sa place dans la société

*** par la formation professionnelle**

La réduction du temps de travail implique que le travail rémunéré soit accompli par du personnel qualifié, bien payé et socialement utile au pays. Il faut favoriser l'accès à la formation dans les entreprises, lutter contre les bas niveaux de qualification, les formes de sous emplois ou d'emplois précaires.

*** en associant tout salarié à la marche de l'entreprise**

Le temps de travail, les rémunérations, la formation, la productivité et l'avenir de l'entreprise devront être discutés et négociés au sein de conventions collectives. Il faut redonner au syndicalisme sa véritable mission, qui est celle d'une large négociation entre tous les partenaires sociaux, à tous les niveaux, en dehors de toute querelle de classe.

4) STABILISER L'IMMIGRATION

*** en luttant fermement contre l'immigration clandestine**

En période de chômage où l'on compte 3 millions de sans emplois, la France ne peut plus accepter d'immigration clandestine. Il doit y avoir renforcement des contrôles (surveillance des flux migratoires, du travail clandestin facteur de sous-emplois et de misère ...)

*** en aidant l'immigration légale à s'insérer**

Les étrangers résidant légalement en France ont les mêmes droits et les mêmes devoirs de citoyenneté, dans la mesure où ils deviennent citoyens français.

5) CONSTRUIRE UNE EUROPE DES NATIONS

*** en renégociant le Traité de MAASTRICHT**

L'Europe conçue par le Traité de MAASTRICHT établit des disparités entre les différents pays (Grande-Bretagne, Danemark). Il n'existe pas actuellement de véritable espace social européen. L'incapacité de l'Europe à mettre fin à la guerre civile dans l'ex Yougoslavie, la réinstallation de HOOVER en Angleterre au mépris des lois sociales les plus élémentaires, les dissensions qui se sont manifestées dans les négociations concernant le GATT, la pauvreté de nos agriculteurs (16500 RMistes) ... ne sont que les prémices de ce que pourra être une Europe fédérale.
La France a besoin d'une Europe des Nations, pour préserver sa souveraineté, mieux défendre son agriculture (diminution des taxes foncières…), et mieux défendre ses traditions (chasse, pêche ...).

6) ACCÉLERER L'INSERTION DES QUARTIERS DESHÉRITÉS

Le quartier Nord d'Amiens souffre actuellement d'un chômage inquiétant qui dépasse largement la moyenne nationale. Les jeunes sont particulièrement touchés par le phénomène. La privation d'emploi et de ressources est un des facteurs d'aggravation des conditions d'existence et de la délinquance. La rupture des liens sociaux entraîne la rupture des liens familiaux, l'échec scolaire. Une politique de quartier nécessite un raffermissement des liens entre l'école, les enfants et la famille.
La lutte contre la violence, la lutte contre la délinquance, la sécurité des personnes et des biens passent par le respect mutuel.
L'amélioration des conditions de vie nécessite pour cela de redéfinir le rôle de l'Etat, de la police et des collectivités locales. Il est nécessaire de repenser également la politique des logements et des grands ensembles pour recréer un espace urbain à dimension plus humaine ... vivre mieux.

7) DÉVELOPPER UNE INTERCOMMUNALITÉ SOCIALE

*** en revivifiant l'espace rural**

Il faut repenser l'harmonisation de l'espace rural et de l'espace urbain. Il n'est plus concevable de créer des banlieues qui risquent de "déborder" sur la campagne avoisinante, pour reproduire les mêmes conditions de vie avec leurs conséquences (chômage, pauvreté, délinquance). Il est nécessaire de dédensifier les quartiers à risque par une politique d'intercommunalité sociale bien pensée.
Il faut revaloriser l'image et l'identité de nos villages et de nos campagnes, afin d'éviter la fermeture de leurs écoles et l'amoindrissement de leur potentiel.
L'intercommunalité sociale est une idée nouvelle qui fait appel au civisme de chacun.

8) DÉFENDRE

* l'environnement naturel (qualité de vie, cadre de vie, conditions de vie)
* la famille (resserrer les liens familiaux)
* le patrimoine de chacun (diminuer les droits de mutation)
* le droit à la santé (ouverture des soins médicaux à tous, lutte intensifiée contre le SIDA)
* le droit aux loisirs (épanouissement de la personne)
* les acquis sociaux (préserver la protection sociale)

Travaillons ensemble
pour une FRANCE FORTE, LIBRE, SOCIALE

VU, LE CANDIDAT

IPC Moulet Amiens - Tél 22 43 71 99